

La France exposera sa conception de la réforme des institutions européennes au sommet de Feira

La conférence intergouvernementale sera au centre de la future présidence française de l'Europe

Le Portugal passera le témoin à la France dans deux semaines pour présider l'Union européenne. Paris devra s'atteler à résoudre trois questions-

clés : la composition de la future commission, le nombre de voix allouées à chaque Etat membre au conseil des ministres européen et l'extension

des domaines où les décisions sont prises à la majorité qualifiée, et non à l'unanimité. But de l'exercice : sauver l'Union de la paralysie.

FEIRA

de notre envoyé spécial

Lundi et mardi, à Feira, les Portugais, qui arrivent au terme de leur présidence de l'Union européenne (UE), passeront le relais aux Français, qui dirigeront ses travaux au second semestre. L'attention des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze portera, particulièrement, sur le déroulement de la conférence intergouvernementale (CIG). Son objet est de réformer les institutions européennes, dans la perspective de l'élargissement de l'Union à douze pays (d'Europe centrale, plus Chypre et Malte). Le débat sur l'avenir de l'Europe, relancé par Joschka Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères, donnera une tonalité renouvelée à ces échanges de vues politico-institutionnels.

La CIG, que les Quinze veulent conclure lors du conseil européen de Nice en décembre, a débuté en février avec ce qu'on appelle les « *reliquats d'Amsterdam* » : trois questions sur lesquelles il n'a pas été trouvé d'accord à l'issue de la conférence intergouvernementale

de juin 1997 à Amsterdam. A savoir : la composition de la future commission, l'idée étant d'enrayer l'inflation du nombre de commissaires que risque d'entraîner l'élargissement ; la nouvelle pondération des voix au conseil des ministres, pour tenir davantage compte du poids démographique de chaque pays membre ; enfin, l'extension des domaines où les décisions sont prises à la majorité qualifiée, et non plus à l'unanimité. But de l'exercice : sauver de la paralysie une Union où un nombre croissant de membres et l'absence d'homogénéité rendront la prise de décision de plus en plus difficile.

Le rôle de Feira sera de donner un élan nouveau aux discussions sur la CIG, qui ronronnent, et de décider formellement l'extension de l'ordre du jour à l'assouplissement des « *coopérations renforcées* », c'est-à-dire la possibilité, pour quelques pays, d'aller de l'avant dans un secteur donné sans que ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas suivre soient en droit de les stopper. La réunion que les ministres des affaires étrangères

ont consacré pour la première fois aux « *coopérations renforcées* », lundi 12 juin à Luxembourg, a montré que, si l'on constate une certaine évolution en leur faveur, de nombreux pays y restent hostiles.

PAS D'ACCORD AU RABAIS

La pression s'accroît pour aboutir d'ici à 2001 : répéter l'échec d'Amsterdam serait d'autant plus désastreux que l'élargissement devient proche. Depuis le conseil européen d'Helsinki, en décembre 1999, les chefs d'Etat et de gouvernement ont pris conscience que l'élargissement impose de revoir les règles du jeu en facilitant les décisions, quitte à abandonner des pouvoirs de blocage. Mais le sentiment d'urgence ne s'est pas encore traduit dans la négociation.

Après s'être assuré, à Rambouillet puis à Mayence, du ferme appui de l'Allemagne, Jacques Chirac et Lionel Jospin vont commencer à expliquer à Feira leur philosophie. Compte tenu de l'ampleur du problème posé par l'élargissement, un accord au rabais, avec quelques minicorrections sur les « *reliquats*

d'Amsterdam » et un vague assouplissement pour l'usage des coopérations renforcées, serait à leurs yeux inacceptable. Une attitude pusillanime du conseil conduirait inéluctablement à retarder l'élargissement (ce que les Nordiques et les Anglais détesteraient) et inciterait ceux qui souhaitent voir progresser l'intégration européenne - France-Allemagne, les six pays fondateurs, l'Euro 11, les configurations sont variées - à développer des coopérations renforcées. Paris et Berlin refusent la panne de l'Europe et, sans déclaration commune ni tapage, le feront savoir. Le message deviendra plus explicite au conseil européen de Biarritz, en octobre, si aucun progrès n'est intervenu d'ici là.

A Feira, les Quinze feront encore le point sur les négociations d'élargissement (qui ne se noueront qu'une fois la CIG terminée) et sur la mise en place des premiers éléments d'une politique de défense. Sur ce deuxième sujet, le cheminement donne satisfaction.

Philippe Lemaitre